

Daumard, Pierre, *Le prix de l'enseignement en France*,  
Collection « Perspectives économiques », Paris, Calmann-Lévy,  
1969, 269 p.

Gérard Bélanger

Volume 2, numéro 2, 1971

Relations internationales et marchés communs

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700103ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700103ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bélanger, G. (1971). Compte rendu de [Daumard, Pierre, *Le prix de l'enseignement en France*, Collection « Perspectives économiques », Paris, Calmann-Lévy, 1969, 269 p.] *Études internationales*, 2(2), 328–329.  
<https://doi.org/10.7202/700103ar>

changement social et politique est intéressante et permet des comparaisons fructueuses avec l'étude de Alberto Pena (« Structure du pouvoir dans un *asentamiento* : Culipran<sup>3</sup> »).

La deuxième partie étudie des cas également : le péronisme, la démocratie capitaliste au Vénézuéla, la révolution cubaine, le militarisme au Pérou. Tous de courts essais qui révèlent une assez bonne documentation. Parfois l'auteur simplifie trop ou utilise certains stéréotypes. Lorsqu'il parle du renversement du régime Batista comme d'une opération « courte » (p. 110), il oublie que la lutte a quand même duré de 1952 à 1959. Il oublie trop facilement la guérilla urbaine et lorsqu'il affirme que la Révolution s'est faite avec l'appui actif et l'engagement de la majorité de la classe ouvrière cubaine (id.), il ne semble pas savoir que la majorité tout court de la population cubaine était contre Batista et que les syndicats de La Havane ont été les derniers réduits de la résistance à la révolution dans les années qui suivirent le changement de régime. Enfin, à propos des Soviétiques cubains il faudrait lire K. S. Karol<sup>4</sup> pour en savoir la signification. On aurait aimé voir quelques références aux travaux de l'Institut d'études péruviennes (IEP) lorsque l'auteur parle du régime actuel du Pérou.

La dernière partie de la collection d'essais comprend un schéma de classification des études latino-américaines faites aux États-Unis et sept recensions d'ouvrages sur l'Amérique latine (Draper, Debray, Bosch, Andresky, etc.).

Cet ensemble de textes se place sous le signe d'une littérature facile sur un sujet qui intéresse. Vulgarisation utile sans doute, mais écrite dans un style qui ne nous permet pas de préciser les sources exactes bien que (et

peut-être parce que) l'auteur donne d'innombrables références pour ses avancés. À tout prendre, il vaut beaucoup mieux aller aux ouvrages de collection de textes bien identifiés auquel l'auteur réfère plus d'une fois<sup>5</sup> et aux travaux originaux de la CÉPAL.

Yvan LABELLE,

*Sociologie,*  
*Université Laval.*

DAUMARD, Pierre, *Le prix de l'enseignement en France*, Collection « Perspectives économiques », Paris, Calmann-Lévy, 1969, 269p.

Dès la première phrase de la préface de ce volume, Edgard Faure porte un jugement pour le moins direct : « Force est bien de constater que la théorie économique de l'enseignement n'est ni faite, ni enseignée — c'est une lacune grave en France, qui explique certaines difficultés et contradictions au niveau politique. » Ce jugement est trop sévère. Depuis plus de dix ans, l'abondance des travaux en économique de l'éducation a permis de voir sous un éclairage nouveau cet important secteur de l'activité économique. Cependant, relativement aux ressources qui sont utilisées en éducation, les études économiques demeurent bien insuffisantes. Hélas, la contribution de ce volume à l'étude économique de l'éducation est malheureusement très mince.

Il y a deux approches dans l'étude des coûts de l'éducation. La première est strictement statistique et comptable, et indique *comment* les coûts ont augmenté. Alors, le résultat sera un travail documentaire, utile mais impuissant à dégager convenablement des corrolaires de politiques d'éducation. On obtient donc une image ou une description. La deuxième approche est celle de l'économiste qui étudie *pourquoi* les coûts ont augmenté. Il doit faire appel à l'analyse économique et tout particulièrement à l'étude économique du secteur des services et du secteur public, en insistant sur la dynamique qui anime les « institutions à but non lucratif ». Avec une telle analyse, on ne peut que déboucher tout naturellement sur des corrolaires politiques.

Docteur en sciences économiques, l'auteur adopte presque exclusivement l'approche comptable. Le livre contient donc une variété im-

<sup>3</sup> Informe tecnico N° 2, ICIRA, Santiago, 1968, 177 p.

<sup>4</sup> *Les guerilleros au pouvoir. L'itinéraire politique de la révolution cubaine*, Paris, Robert Laffont, 1970, 606 p.

<sup>5</sup> Claudio VELIZ (ed.), *The Politics of Conformity in Latin America*, New York, Oxford University Press, 1967. Claudio VELIZ (ed.), *Obstacles to Change in Latin America*, New York, Oxford University Press, 1966. James PETRAS & Maurice ZEITLIN (eds.), *Latin America: Reform or Revolution?*, New York, Fawcett, 1968. S. M. LIPSET & Aldo SOLARI (eds.), *Elites in Latin America*, New York, Oxford University Press, 1967.

pressionnante de données, de taux d'augmentation annuelle, d'indices sur différents aspects de l'éducation (démographiques, budgétaires et autres). Il en résulte un type de documentation qu'on aimerait retrouver plus souvent dans les rapports de l'administration publique. Ainsi pour le lecteur français, cet ouvrage a sûrement une fonction d'information et peut offrir des statistiques d'un accès très difficile, mais pour l'économiste étranger qui y chercherait une application de l'analyse économique à l'évolution des coûts du système d'enseignement français, ce livre est très décevant et de peu de valeur.

On ne peut considérer cet ouvrage comme une étude économique mais comme un travail strictement statistique et comptable. Son intérêt est par le fait même très limité.

Gérard BÉLANGER,

*Science économique,  
Université Laval.*

HUBERMAN, Leo et SWEETZ, Paul M.,  
*Le socialisme cubain*, Éditions Anthropos, Paris, 1970, 240p.

Peu de sujets ont suscité autant de controverse que la Révolution cubaine. Ce dernier ouvrage de la plume d'un ardent syndicaliste et d'un éminent marxiste, tous deux américains, souligne, conformément à ce que l'on s'y attend, les réalisations majeures du Cuba socialiste dans les domaines de la santé publique et de l'éducation. Non que ces auteurs soient de simples apologistes. Bien au contraire, ils soulignent combien pauvre a été la planification d'ensemble, combien exagérée l'importance attribuée aux plans spéciaux et combien a été démesurée la croissance de la bureaucratie. Ils notent, en outre, que l'absence de bonnes habitudes de travail chez la majorité de la population a constitué le pire des défis à relever.

Toutefois, une étude mieux pondérée eût été à souhaiter. Fidel Castro, l'indomptable, est moins réticent lorsqu'il s'agit de fustiger les erreurs commises, les problèmes à résoudre.

Ce livre ne fait aucune allusion au fardeau que représente la défense nationale. Pourtant, lorsque MM. Huberman et Sweetz se trouvaient à Cuba en 1968, ils auront certes vu, les manœuvres constantes des Forces armées révolutionnaires avec leurs 120,000 hommes

et de la milice comptant deux fois ce nombre, les unités d'infanterie et d'artillerie, les détachements de chars d'assaut T-55 armés de gros canons 100 mm., les escadres de chasseurs bombardiers équipées de MIG 21, 17 et 15, les unités de lance-fusées, les emplacements de radar que l'on retrouve sur toute l'ampleur du pays, et les forces navales. Malgré l'aide massive en provenance de l'URSS, les exigences des programmes de défense absorbent une très forte proportion de la production nationale et des devises étrangères.

Les services de santé publique et d'éducation ont pris un grand essor, mais ont également absorbé une importante proportion des ressources nationales. Les auteurs n'indiquent pas que grand nombre des jeunes gens qui reçoivent leur formation ne feront que remplacer les cadres qui ont pris le chemin de l'exil, ni qu'un quart des enfants d'âge scolaire ne fréquentent pas les écoles.

Le socialisme, selon ces auteurs, a mis fin au chômage et a entraîné une répartition plus équitable des revenus. Toutefois, les coupeurs de canne à sucre ont fait exode vers les villes à la recherche d'un travail moins pénible, soit dans les raffineries de sucre, soit dans les bureaux. Ainsi que Fidel Castro l'a lui-même si bien exprimé : « Cet exode s'est fait vers les secteurs improductifs. C'est là le puits sans fond capable d'engloutir toutes les ressources humaines du pays. Et ce qui peut engloutir nos ressources humaines peut engloutir également nos richesses, notre bien-être, nos biens matériels alors que nous en avons tellement besoin. » En un chapitre traitant des « stimulants », les auteurs rapportent qu'en moyenne la journée de travail dure entre quatre et cinq heures, ce qui rappelle la boutade tchèque que « le socialisme vaut mieux que travailler ».

Les auteurs misent leurs espoirs sur la technologie moderne, et ont titré un de leurs chapitres : « La technologie, espoir de l'avenir. » Dans le secteur critique de la production du sucre, pourtant, l'exode des coupeurs de canne a été incompatiblement plus rapide que la mécanisation et il se peut qu'à long terme, la production de sucre soit réduite.

Les auteurs avouent qu'à moins que le Cuba ne réussisse à augmenter sa production et ses exportations afin de se permettre les importations nécessaires, il ne saurait être question de moderniser l'économie, ni conséquemment d'élever le niveau de vie. Ajoutons qu'à moins